



L'AFRICANITE EN QUESTION



Hemerson ANDRIANETRAZAFY
Rado Andriamahenintsoa RATOBISAONA
Léa Arilala RAZANAMARIA

Décembre 2015

Les idées et positions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement les opinions de la Friedrich-Ebert-Stiftung.



L'AFRICANITE EN QUESTION

L'AFRICANITE EN QUESTION: L'EXCEPTION MALAGASY?

Hemerson ANDRIANETRAZAFY

AFRICANITÉ ET SPÉCIFICITÉ MALGACHE, UNE APPROCHE ÉCONOMIQUE

Rado Andriamahenintsoa RATOBISAONA

AFRICANITÉ OU EXCEPTIONNALITÉ DE MADAGASCAR: MES PERCEPTIONS

Léa Arilala RAZANAMARIA

Antananarivo, Décembre 2015



L'AFRICANITE EN QUESTION: L'EXCEPTION MALAGASY?

Hemerson ANDRIANETRAZAFY



Si la question de l'affiliation et/ou des affinités des Malagasy avec le continent africain a été au cœur des interrogations des malgachisants des premières heures¹, la portée du débat n'a cessé d'alimenter des polémiques au niveau de la conscience des ressortissants de la Grande Ile² : Les uns réfutent ce lien identitaire, d'autres le revendiquent ; et ce, sans que soient prises les précautions inhérentes à toutes démarches scientifiques et sans tenir compte de la nécessaire réactualisation des savoirs dans le domaine concerné. Bien souvent, la plupart font usage de raccourcis pour prendre position quant à leur appartenance ou non à l'Afrique.

Faisant écho à ce débat, ce thème sur « L'africanité et l'exception malagasy »³ s'articule autour des questions suivantes: « Les Malagasy sont-ils des Africains ? Dans quelle mesure l'africanité peut-elle intervenir dans le développement des Malagasy ? ».

D'emblée, il nous importe de souligner que s'interroger sur les interactions entre

¹ Cf. les débats sur l'origine des Malagasy développée par divers auteurs dont G. Ferrand : « L'origine africaine des Malgaches » in *Journal Asiatique*, vol 10, n°9, 1908, p. 353-500. et A. Grandidier. *Ethnographie de Madagascar*, etc.

Dans *l'Histoire Générale de l'Afrique* Vol II, Edition UNESCO, Paris 1999, P. Vérin rapporte encore la thèse de Pierre Ottino comme quoi « *les sociétés des Hautes-Terres ont à l'origine une organisation qui se rapproche beaucoup de celle de l'Indonésie. Sous le nom de funkun, on retrouve à Timor une forme analogue au foko, unité sociale de l'Imerina, que Bloch appelle deme. Les sociétés malgaches côtières, au contraire, ont beaucoup de points communs avec celles de l'Afrique bantu* » P. 703. Cette thèse qui valide le stéréotype opposant les Merina/Indonésien aux Côtiers/Africains est l'une des origines de cette polémique sur l'adhésion ou le refus de l'africanité dans la conscience collective des Malagasy.

² Cf l'article de Pela Ravalitera dans sa rubrique *Notes du passé //l'Express* qui rapporte les contradictions successives relatives au peuplement de Madagascar et qu'elle a intitulée « Origine très controversée des Malgaches ». (25 novembre 2013).

³ YLTP - OPEN SPACE 2015, *Ny maha-afrikanina sy ny maha-malagasy ; Africanness & Malagasy exception*, Débat organisé par Friedrich-Ebert-Stiftung le 09 octobre 2015 dans la salle d'apparat de la Mairie d'Antananarivo.

« Identité africaine » et « identité malagasy » relèverait d'une gageure qui dépasserait largement le cadre de cette intervention. En effet, si on prend la construction identitaire comme un processus mental qui fait intervenir les sentiments d'appartenance ou d'adhésion du sujet à des référents multiples comme l'espace, l'histoire, les modes de vie et les systèmes de valeurs, il est déjà malaisé d'en déterminer les composantes et les structures aussi bien à Madagascar qu'en Afrique. D'un côté, ce serait, par exemple, une réduction excessive de limiter « l'identité africaine » à la seule dimension géographique de l'Afrique. Comme le fait de ramener la quête identitaire africaine à la revalorisation de la négritude, en vogue depuis les années 60, n'offrirait qu'une perspective partielle et partielle du problème⁴. Effectivement, la notion d'identité africaine ne tient compte ni de la pluralité ni de la diversité extrême des différentes nations qui composent les peuples africains⁵. De l'autre côté, le cas de l'identité malagasy, en phase de construction et de remise en cause per-

⁴ André Julien MBEM : *Mythes et réalités de l'identité culturelle africaine*, l'Harmattan, Paris, février 2006, 176 p. « Jusqu'où le rapprochement entre culture africaine et culture noire est-il valide ? Quelle pertinence renferme la distinction entre Afrique noire et Afrique blanche ? L'unité culturelle africaine est-il un mythe ou une réalité ? »

⁵ <http://www.afropolitans.org/6questionssurlappropriationculturelleetlidentiteafricaine> (consulté le 10 novembre 2015) : « nous devons être prudents dans la réduction de l'Afrique à un lieu géographique. Il y a beaucoup de la tradition, de la culture et de l'histoire qui vont de pair avec d'être africain.(...). Lorsque nous parlons de peuples africains, la question émerge : quels gens d'Afrique ? L'Afrique est composée de plus de 1,1 milliard de personnes de différentes ethnies qui parlent plus de 1000 langues différentes. Lorsque nous prétendons être africains, pensons-nous à un ou l'ensemble de ces différentes manifestations de l'africanité ? Ces questions semblent insurmontables ; ces questions sont aussi fondamentalement inutiles et restrictives. Pouvons-nous, cependant, identifier quelque chose que tous les peuples africains ont ? Peut-être que la chose que tous les peuples africains partagent est la capacité à s'appeler africain : la capacité d'appartenir à cette terre et le droit de dicter et de faire partie du discours africain. Peut-être que les peuples africains ne disposent pas d'un choix dans leur africanité ».



pétuelle, nécessiterait encore des approches multi et transdisciplinaires pour qu'on puisse en saisir les quintessences. Aussi, à l'état actuel de nos réflexions, nous avons encore plus de questions que de réponses.

Comment intégrer cette problématique sur l'identité africaine dans le contexte culturel malagasy ? Comment se représente-t-on l'Afrique dans les jeux de la construction identitaire malagasy ? Les Malagasy se considèrent-ils partie prenante dans les enjeux qui se structurent autour de «l'identité africaine» ?

Prenant le parti de considérer l'ingestion ou le rejet d'un référent, d'un concept ou d'une orientation idéologique comme élément constitutif d'une construction identitaire, nous choisissons ici de ramener la question plus simplement à la représentation que se fait le Malagasy de l'Afrique et évaluer par la suite la manière dont il se perçoit par rapport à l'Afrique. Par ce biais, arriverions-nous peut-être à cerner la manière dont il se représente la notion d'africanité. Dans quelle mesure se sent-il solidaire du grand continent ? Sur les bases de quelles argumentations définit-il son adhésion ou son rejet de l'Afrique ?

I. QUELQUES HERITAGES COMMUNS DE L'AFRIQUE ET DE MADAGASCAR

De façon générale, toutes les constructions identitaires se combinent autour des mêmes unités spatio-temporelles auxquelles s'adjoignent les contraintes spécifiques et/ou ponctuelles pouvant enrichir l'expérience du commun. Celles-ci constituant finalement des références pour ceux qui les affrontent ou les subissent ensemble.

En survolant les similitudes sur le parcours de l'Afrique et de Madagascar, nous pouvons relever les convergences à travers

l'Océan Indien qu'ils se partagent, l'amère expérience de la colonisation qu'ils ont eue parallèlement et les mêmes problèmes pour se situer par rapport aux enjeux géopolitiques liés à la mondialisation.

L'Afrique et Madagascar : des liaisons multiséculaires ancrées autour de l'histoire des navigations dans l'Océan Indien

Les représentations sur les mappemondes nous ont habitués à la présence singulière de Madagascar à l'Est de l'Afrique. Aux yeux du monde, - comme un complément indispensable d'un tout - elle est par excellence la Grande Ile africaine. Se situant dans un même espace géographique, ils se partagent leurs passés géologiques mais également les rives de l'Océan Indien. Le Canal de Mozambique qui les sépare, avec ses 400 km de distance, ne représente qu'un écueil minime pour les isoler l'un de l'autre. D'ailleurs, une activité maritime y était déjà signalée, au moins dès le deuxième millénaire avant notre ère⁶.

Nous savons maintenant que l'histoire du peuplement de Madagascar est intimement liée à la migration et la navigation maritime dans l'Océan Indien. Et que son peuplement a été alimenté par le flux migratoire de marins qui appartiennent à la culture austronésienne⁷. Premiers navigateurs de l'humanité, ces derniers ont maîtrisé la navigation hauturière en inventant

⁶ Attestée par une découverte archéologique récente de présence humaine datant de 2000 ans av-JC dans la grotte d'Anjohibe, Région du Boina.

⁷ Bien que l'expansion maritime de cette population originaire de l'Asie du Sud Est dans l'Océan Indien soit moins bien connue que celle du Pacifique, «les recherches pluridisciplinaires récentes (archéologie, génétique, linguistique et historique) confirment que l'ensemble du peuple malgache appartient à ce continuum culturel qui a mis cinq millénaires à coloniser la plus grande partie de la terre qui s'étend actuellement de Taïwan et d'Hawaï au nord à la Nouvelle-Zélande au sud, et de l'île de Pâques à l'est à Madagascar à l'ouest. »



«des embarcations de multiples formes et d'envergures différentes »⁸. Ils ont été responsables des déplacements des riverains de l'Océan Indien et ont contribué à la jonction de l'Inde, du Golfe persique de l'Afrique et de Madagascar⁹.

Les limites frontalières imposées par le Canal de Mozambique étant somme toute minimales, on peut ainsi raisonnablement admettre que les marins austronésiens soient également pour beaucoup dans l'introduction d'éléments culturels africains (bantous) à Madagascar.

Cette activité maritime a continué plus tard avec l'expansion de l'Islam. A partir du VII^{ème} siècle, la maîtrise de la mer change de mains. Les arabes et les Persans du Golfe d'Oman ainsi que les Indiens développent une marine capable d'assurer la liaison entre

⁸ J.P. DOMENICHINI B. DOMENICHINI-RAMIARAMANANA, *Les premiers navigateurs de l'humanité* ([http://www.madatana.com/Les premiers navigateurs de l'humanité](http://www.madatana.com/Les%20premiers%20navigateurs%20de%20l%27humanit%C3%A9)) « Outre la pirogue monoxyle taillée dans un tronc d'arbre, en général de petites dimensions, ils utilisaient une grande pirogue à balancier surmontée de hauts bords, des embarcations assemblant deux coques qui sont des catamarans, et d'autres comportant un balancier de part et d'autre de la coque, c'est-à-dire des trimarans. Comme le racontent les textes et comme le prouvent les travaux d'archéologie marine, la construction navale dans le Sud-est asiatique était un véritable art. Les charpentiers de marine savaient choisir les bois qui résistaient à la corrosion de l'eau. Ils assemblaient les planches par tenons et mortaises et les chevillaient. Alors que la métallurgie était connue, ils n'utilisaient aucune quincaillerie. Celle-ci aurait été trop facilement corrodée, tant par les eaux chaudes tropicales que par la nature des bois utilisés. Par contre, ils avaient recours à des cordages en fibres de palmier pour assurer la cohérence de l'ensemble. C'étaient donc, dit-on, des bateaux "cousus" ».

⁹ Philippe BEAUJARD, *Les Austronésiens et l'apport des plantes cultivées d'Asie du Sud-Est en Afrique de l'Est et à Madagascar*. « Leur présence sur le continent africain est attestée par l'introduction d'un certain nombre de plantes originaires de l'Asie du Sud Est, dont le bananier hybride « *Musa balbisiana* x *Musa acuminata*, de type génétique AAB que l'on a retrouvé au Cameroun dans des fosses à ordures datées entre 840 et 350 av. J.C. Les analyses génétiques ont montré que ces bananiers ne sont pas venus de l'Inde : des Austronésiens ont dû apporter la plante, probablement sur les côtes d'Afrique de l'Est »

le Proche-Orient, l'Afrique, les Comores et Madagascar. Se développent alors sur la côte africaine des villes portuaires comme Mogadiscio, Malindi, Mombassa, Kilwa et l'île de Zanzibar. En même temps que se forme la culture Swahili née de la rencontre entre l'expansion bantoue et la migration d'éléments arabisés vers le Sud. Désormais des Africains islamisés vont se distinguer de ceux de l'arrière-pays en « se partageant la même organisation sociale, les mêmes architectures, une même langue : le kiswahili, une même religion : l'islam et la même activité principale : le commerce. En ce sens, les Swahilis furent des acteurs dynamiques des relations transocéaniques, égaux aux marchands arabes, perses et indiens »¹⁰.

Assurant les contacts entre l'Afrique orientale et Madagascar. « Les bateaux marchands utilisés par les Swahilis sont des boutres à voile latine et à faible tirant d'eau, appelés « dhows ». Les bateaux partent alors du golfe Persique entre novembre et décembre. Ils faisaient escale à Merka et Barawa, puis descendent vers Lamu et Mombasa, avant d'arriver fin février à Zanzibar et à Kilwa. Ils repartent au printemps avec le renversement des vents de la mousson ».

Connus sous la dénomination d'Antalaotra ou Talaotra¹¹, dans la Grande Ile, les commerçants swahili et arabisés se sont établis

¹⁰ Stéphane PRADINES, « Commerce maritime et islamisation dans l'océan Indien : les premières mosquées swahilies (XI^e-XIII^e siècles) » in *La mer et le sacré en Islam médiéval*, février 2012. pp. 131-149. « Le commerce maritime dans l'océan Indien a permis l'éclosion d'une culture africaine originale, la culture swahilie. Les premières traces archéologiques de l'islamisation en Afrique orientale remontent au XI^e siècle et sont caractérisées par des mosquées en calcaire corallien. L'islam swahili, tolérant et synchrétique, s'est imposé en douceur par l'intermédiaire de petits groupes de marchands et de réfugiés arabo-persans shiites, appelés shirâzis. Ces communautés ont joué un rôle décisif dans l'urbanisation de la côte orientale de l'Afrique »

¹¹ G. RANTOANDRO, « Une communauté mercantile du nord-ouest : les Antalaotra », in *Omalysy Anio*, n° 17-20, pp. 195-210.



aux Comores et ont édifié des échelles commerciales dans les baies du Nord-ouest et sur la côte nord-est. Dans les baies de Baly, du Boina, de la Mahajamba ont prospéré des véritables cités-Etats comme Langany, Mahilaka, Kingany, Antsoheribory, Marodoka (Nosy be), et la ville de Vohémar où se sont établis les célèbres groupes des Rasikajy¹².

Cette flotte Antalaotra s'occupe essentiellement de la collecte des produits. Les boutres de plus fort tonnage armés par les marchands arabo-persans et Indiens viennent chaque année pour ramener les marchandises vers l'Afrique et le Golfe persique. En sus des produits courants comme les épices, le zébu, le riz et autres minerais, le commerce des êtres humains forme une autre catégorie de produit africain très prisé par les pays arabes. Reprenant une filière qui va jusqu'en Chine à la fin du premier millénaire¹³, l'esclavage commercial, relaté par les Géographes arabes comme Ibn Battuta, a fortement accentué la mobilité humaine dans l'Océan Indien par un flux constant de Madagascar et de l'Afrique vers le Proche Orient du IX^{ème} siècle au XVII^{ème} siècle.

L'Océan Indien est un espace ouvert si fréquenté que le mouvement ne se fait pas seulement du nord au sud mais également d'est en ouest, jusqu'en Mer de Chine comme l'atteste l'importation de porcelaines chinoises qui datent du XIII^{ème} au XVIII^{ème} siècle sur l'ensemble de l'Afrique Swahili en général et plus particulièrement à Vohémar sur la côte nord-est de Mada-

¹² C. RABEMANANTSOA, A. VAN DIJK et J.T.M. SANDRA EVERS, 2011, « Sur la piste des Rasikajy du nord-est de Madagascar », *Etudes Océan Indien*, n° 46-47, Vohémar, Cité-Etat malgache, pp. 46-47.

¹³ PRADINES S, art. cit, « Le commerce des esclaves par les Malayo-javanais, les Perses Shirazi et les Arabes Omani à la fin du premier millénaire fut sans doute une des causes de ces nouvelles immigrations. On trouve en effet, mention de la présence d'esclaves africains (zenj ou zandj) offerts par des Javanais à la cour de Chine au début du IX^{ème} siècle »

gascar¹⁴. Il est évident, dans le contexte de l'époque, que l'Océan Indien était le lien qui unissait Madagascar à l'Afrique.

Expériences partagées de la Colonisation et de la décolonisation :

L'hégémonie de la marine arabo-persane ne prendra fin qu'avec l'incursion des Portugais dans l'Océan Indien au début du XVI^{ème} siècle. Ces derniers ont été suivis plus tard (au XVII^{ème} siècle) par les autres nations européennes (Néerlandais, Britanniques et Français).

A partir de ce moment commence pour l'Afrique, comme pour Madagascar, deux siècles (XVII-XVIII^{ème} siècles) d'exactions relatives au commerce triangulaire. Partout où ils s'installent, les traitants européens perturbent les ensembles commerciaux existants, modifient les systèmes économiques et politiques, bouleversent les systèmes religieux en introduisant le christianisme. Etablissant un commerce inégal, ils échangent verroteries et autres produits de pacotilles contre les richesses du pays. La traite des esclaves a été responsable de l'effondrement de nombreuses sociétés africaines. Mais, ce n'est encore rien comparé à ce qui se prépare au moment où l'Europe entame son décollage économique avec sa révolution industrielle. Avec l'augmentation de ses besoins en matières premières et de mains d'œuvres ainsi que la nécessité de se trouver de marchés potentiels, l'Afrique (et Madagascar) vont subir la douloureuse expérience de l'expansion coloniale aux XIX^{ème} et XX^{ème} siècles.

Dès la fin du XVIII^{ème} et au début du XIX^{ème} siècle, la convoitise européenne sur l'Afrique se manifeste tout d'abord par une phase d'explorations systématiques où

¹⁴ Idem



viennent s'illustrer des noms comme David Livingstone et Stanley H. M. et autres Mungo Park. Puis, vient la phase de conquête armée. La France, la Grande Bretagne, la Belgique, l'Italie... l'Allemagne, rivalisent alors d'opiniâtreté pour se tailler de vastes territoires, riches en ressources naturelles et en population à asservir. Bataillant aussi bien sur le terrain que sur les tables de négociations, ils se concertent lors de la conférence de Berlin (1884-1885) pour décider des règles de partage. Tout au long du XIX^{ème} jusqu'au début du XX^{ème} siècle, l'ensemble de l'Afrique (Madagascar compris) succombe sous leurs assauts. Le continent, démembré, déchiqueté, se voit tracé des frontières intérieures qui ne répondent à aucune logique sauf au bon vouloir des vainqueurs. La Grande Bretagne s'était targuée d'avoir un immense territoire qui va du Caire au Cap ; La France de posséder une grande partie de l'Afrique de l'ouest... et les autres nations ne sont pas en reste avec les possessions Belges, Allemandes ainsi que les vieilles colonies portugaises.

Les sociétés africaines, longtemps victimes de la traite, déstabilisées dans leurs fondements culturels par les actions missionnaires, succombent les unes après les autres. Les résistances étant illusoire face à l'inégalité flagrante des rapports de force. Les révoltes sporadiques sont violemment noyées dans le sang. Seul l'Ethiopie du Négus Ménélik II (1889-1909) peut résister victorieusement à l'expédition coloniale italienne de 1896.

Mise sous coupe réglée, l'Afrique est systématiquement exploitée pendant un siècle. Spoliation de riches territoires pour les cultures de rente, mise en place d'infrastructure d'exploitation à l'usage des conquérants, législation partielle qui ne vise que le maintien de l'autorité des colonisateurs... il n'est jusqu'à leur sang que les Africains (comme les Malagasy) ne donnent à l'Europe dans

deux guerres qualifiées de mondiales où ils n'ont aucun intérêt. Toujours, ils subissent les initiatives de déconstruction, de démantèlement et de déculturation sous leurs formes les plus diverses. Les ressortissants du continent africain comme ceux de la Grande Ile malagasy subissent les mêmes coercitions, connaissent les mêmes mésaventures, les mêmes souffrances et les mêmes misères. Ils partagent aujourd'hui encore les mêmes problèmes de dysfonctionnements hérités de la décolonisation qui ne finissent pas de générer des crises en tout genre.

L'histoire de l'Afrique, dans laquelle est inclus le parcours malagasy, s'est tissée dans le temps et dans l'espace. Elle a permis le brassage et les échanges culturels en transcendant la distance et les barrières naturelles. Les liaisons humaines entre le Continent et la Grande Ile ont toujours été présentes. En principe, les aventures partagées, les parcours similaires peuvent théoriquement servir des référents communs pour une esquisse d'une identité commune. Sous cet angle, comment se présentent actuellement les formes d'adhésion à l'Africanité ou de refus d'une « Identité africaine » à Madagascar ?

A l'état actuel de nos connaissances, il serait hasardeux - sans un sondage d'opinions finement mené - de porter une appréciation sur le rejet ou l'acceptation de l'africanité. A posteriori, nous pouvons toutefois admettre que dans l'ensemble, les penchants des uns et des autres divergent actuellement entre les trois rives de l'ignorance, de la sympathie et du rejet !

II. EXPRESSIONS DE SYMPATHIE MALAGASY ENVERS L'AFRIQUE

Des affiliations revendiquées et assumées sur le plan diplomatique



Dès son accession à l'Indépendance, Madagascar s'était mis au rythme du Grand continent en optant d'emblée pour une politique africaine active. Soucieux de marquer sa présence internationale, Il était, en mai 1963, parmi les 32 Etats qui ont créé l'Organisation de l'Union Africaine (OUA). De ce fait, Madagascar a adhéré aux objectifs de cette institution qui voulait, entre autres :

- promouvoir l'unité et la solidarité des États africains,
- harmoniser les lignes de conduite politiques, économiques, culturelles, médicales, scientifiques et militaires,
- défendre l'indépendance et l'intégrité territoriale des États membres
- et éliminer le colonialisme en Afrique.

Depuis, la Grande Ile n'a jamais renié cette appartenance, quand bien même, en quelques décennies elle a traversé des remous et des orientations politiques internes diverses. Par son appui à la décolonisation, en manifestant sa position ferme contre l'apartheid, mais surtout par sa présence indéfectible pour débattre de toutes les questions sur le devenir de l'Afrique, Madagascar a fait preuve de constance et de solidarité envers l'OUA et les causes africaines¹⁵.

La diplomatie malagasy qui veut briser son insularité et trouver sa place parmi la communauté internationale, se tisse des relations à travers le monde, mais toujours l'Afrique occupe une place privilégiée ne serait-ce que par sa proximité. Son adhésion aux causes africaines ne se réduit d'ailleurs pas au seul plan politique. Sont également

¹⁵ Faudrait-il se rappeler ici l'appui de la seconde République Malagasy aux mouvements de libération de l'African National Congress au moment le plus fort de l'apartheid en Afrique du Sud ? L'ANC avait un siège à Antananarivo et des émissions sur la lutte contre l'apartheid étaient périodiquement diffusées sur les ondes de la Radio Nationale Malagasy.

mises à profit les plateformes économiques comme le Marché commun de l'Afrique orientale et australe COMESA (*Common Market for Eastern and Southern Africa*) dont l'objectif est de créer une union douanière entre ses vingt pays membres. Ce marché commun a été fondé en décembre 1994 pour renforcer un accord de libre-échange en place depuis décembre 1981. De source informée, les échanges de Madagascar au sein du COMESA s'élèveraient à 15 millions de US \$ par an et lui ont permis d'avoir des ouvertures sur les Programmes de développement de l'Afrique comme le NEPAD (*New Partnership for African Development*)¹⁶.

Bien nombreux sont les liens diplomatiques ou institutionnels qui lient Madagascar à l'Afrique. Souvent, il s'agit de choix politiques dépendant de l'option du ou des dirigeants en place. On se souvient, dans les années 90, des liens très proches que le Président Ratsiraka a noués avec Mouammar Kadhafi qui cherchait alors des alliés pour asseoir son rêve d'une Union Africaine forte. Dans une toute autre direction, on peut aussi citer le choix pragmatique de M. Ravalomanana de saisir l'opportunité économique offerte par la SADC (*Southern African Development Community*) au sein de laquelle Madagascar fait son entrée le 18 août 2005.

Aujourd'hui encore, le sentiment d'appartenance de Madagascar à l'ensemble géographique africain est manifeste à travers la pérennité de ses démarches diplomatiques au sein de l'Union Africaine (UA), organisme qui a fait place à l'OUA après son changement de statut et d'orientation en 2002¹⁷.

¹⁶ Plus connu sous son abréviation anglaise NEPAD, le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique est conçu comme un contrat passé avec la communauté internationale (en fait les pays développés), proposant d'échanger bonne gouvernance et libéralisme contre investissements massifs et aide au développement. (M.Encarta, 2008 ; <http://www.panaexpress.com>. 23 déc 2003)

¹⁷ Les critiques (notamment les ONG) affirmaient avec



Une affiliation acceptée sur le plan sportif et culturel

Au-delà des liens institutionnels, la sympathie éprouvée pour une cause se mesure surtout dans la rue, parmi les citoyens anonymes qui ne se manifestent peut-être pas ouvertement mais qui ne prennent pas moins causes et faits pour ce qui les passionnent. A cet égard, on peut dire que le point de rattachement de Madagascar à l'Afrique est incontestablement le sport. Dans la ferveur de la passion s'oublie facilement les distances et la différence. Affiliés à diverses Fédérations sportives africaines, les Malagasy admettent sans se poser des questions leur intégration au creuset africain !

Depuis les années soixante, les Malagasy participent, avec des fortunes diverses mais toujours avec les mêmes enthousiasmes aux divers championnats qui se tiennent annuellement à travers tout le continent. D'une saison à une autre, les Malagasy attendent impatientement le cycle du calendrier sportif pour suivre l'aventure africaine qui de la coupe au championnat d'Afrique, les tient en haleine. L'engouement est tel que les matchs se délocalisent. Depuis des décennies, le stade Municipal de Mahamasina ne détient plus le monopole de la réception des rencontres internationales. Sont de la partie également ceux de Mahajanga et de Toamasina qui connaissent alors une affluence exceptionnelle de spectateurs.

Si la réussite du Football se fait encore attendre, la moindre victoire est acclamée dans l'allégresse. On se souvient encore

toujours plus d'insistance que l'Organisation de l'unité africaine ne protégeait pas suffisamment les droits et les libertés des citoyens africains contre leurs propres dirigeants politiques. Son remplaçant, l'Union africaine, semble, après quelques années d'existence faire preuve de plus d'efficacité dans la prévention et la résolution des conflits, et dans l'ouverture démocratique (Wikipédia : OUA).

aujourd'hui encore, de la consécration de l'équipe nationale féminine de Basket-ball qui a gagné le championnat d'Afrique en 1971.

Le désir de participer pleinement aux festivités a incité les instances concernées à organiser les événements. C'est le cas de la Fédération Malagasy de Basket-ball qui vient d'héberger depuis 2014 trois championnats africains de suites. Les grandes rencontres sont des moments forts durant lesquels l'intégration de la Grande Ile dans le contexte africain est inscrite dans une réalité bien palpable

Dans le domaine artistique, les champs ouverts pour l'industrie culturelle africaine et les grandes rencontres artistiques sont autant d'aubaines pour les créatifs malagasy. De la Biennale de Dak'Art (Arts plastiques), au festival MASA (musique) en passant par le FESPACO (cinéma) et autres festivals de danse FESPAD, les ressortissants malagasy essaient de se donner une visibilité sur les scènes africaines. Les opportunités offertes par les échanges culturels permettent d'ailleurs à bon nombre d'artistes d'assurer leurs mobilités en Afrique.

Moins portés sur le spectaculaire, mais tout aussi passionnés, bon nombre d'intellectuels malagasy se sentent solidaires des grandes questions qui touchent les cultures africaines. Sont particulièrement prisées les initiatives culturelles orientées vers l'histoire ou la réappropriation des patrimoines¹⁸. Vers les années 80 surtout, les mouvements littéraires liés au panafricanisme, les champs de recherches soulevés par les grands penseurs africains comme Cheik Anta Diop, Ki Zerbo et autres Elikiam M'Bokolo ont suscité une vive sympathie. Les jeunes et les

¹⁸ On peut signaler par exemple le fait que l'EACROTANAL (Eastern African Center for Research on Oral Traditions and African National Languages) à Zanzibar (Tanzanie) a été dirigé dans les années 70-80 par Henri Rahaingoson.



moins jeunes tendent l'oreille au cœur de la nuit pour suivre l'émission « Mémoire d'un continent » diffusée par la RFI. Parmi les Universitaires, les exemplaires de « Jeunes Afriques », qui avait un bureau à Ambatovinaky, s'échangent et circulent de mains en mains pour faire ensuite l'objet de commentaires et de discussions entre deux cours au Campus !

Les personnalités politiques comme Nelson Mandela et plus tard Thomas Sankara... ont séduit bon nombre de Malagasy. Certains ont même ouvertement manifesté leur sympathie à l'instar du chanteur Rossy qui a écrit une chanson pour dénoncer l'incarcération abusive de Mandela : « *Papa Mandela mbola any am-ponja foana ... !* » D'autres comme le célèbre groupe Mahaleo, ont pris fait et causes pour les luttes des peuples africaines (année 70-80) et particulièrement la lutte de libération mozambicaine (*Mozambika e, tabataba lalandava e... !*)

Sans faire l'objet d'un discours verbal, le sentiment d'appartenance à l'Afrique se présente de façon diffuse dans le quotidien de nombreux malagasy. Il s'agit, pensons-nous, d'un lien si intime qu'il se confond dans la texture complexe du quotidien et ne s'exprime que dans les espaces temps de confluences et de rencontres directes ou indirectes.

III. LE REFUS DE S'IDENTIFIER A L'AFRIQUE : POURQUOI ?

Ceux qui rejettent ce lien identitaire avec l'Afrique sont aussi nombreux que ceux qui l'acceptent. Les raisons de leurs réserves peuvent être complexes et tiennent aussi bien d'un pré-conditionnement occulte que du choix de références identitaires. En effet, nous subodorons à la base de cette distanciation vis-à-vis de l'Afrique, une manipulation psychologique soigneusement entretenue.

La dualisation « africaine et malgache », un héritage néocolonial ?

La dualisation géo-conceptuelle de l'Afrique et de Madagascar se retrouve de façon redondante dans diverses dénominations institutionnelles. Les élèves malagasy de la première République se souviennent certainement de leurs manuels conçus et édités par *l'Institut Pédagogique Africain et Malgache* (IPAM). Ayant son siège à Paris, cette institution regroupant des pédagogues africains et français entendait intervenir dans l'élaboration de systèmes et d'outils pédagogiques pour l'Afrique francophone. Apparemment, dans la ligne directe de la viabilisation de la Communauté française, ont été multipliées les plateformes qui réunissaient les pays anciennement colonisés par la France.

Ainsi a-t-on mis en place *L'union africaine et malgache* (UAM), créée le 12 septembre 1961 est composée de divers Etats francophones nouvellement indépendants qui entendaient proposer leurs modèles face à la notion de panafricanisme en vogue dans les anciennes colonies britanniques ! En 1965, a été mise en place *l'Organisation Commune Africaine et Malgache* (OCAM), Organisation internationale regroupant des Etats africains principalement francophones et ayant pour but la coopération économique, culturelle et sociale de ses membres¹⁹.

Les distinctions affectent aussi d'autres domaines plus spécifiques que le politique ou l'économique si l'on se réfère à la mise en place d'autres structures comme le Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur (CAMES).

¹⁹ <https://www.larousse.fr> : Créée en février 1965 à Nouakchott sous le nom d'OCAM, elle changea de nom en 1973 (et Mauricienne), après le retrait de Madagascar, et cessa ses activités en 1985.



Pourquoi insister sur une telle distinction entre l'Afrique et Madagascar ? Était-ce la manifestation d'un désir des malagasy de se singulariser vis-à-vis de l'Afrique ou au contraire un souci africain de mettre la Grande Ile à l'index ? Nous pensons que l'idée sous-jacente d'une telle dualisation découle de la référence à la représentation coloniale de l'Afrique française. Géographiquement, en effet, celle-ci ne pouvait s'étendre sur un ensemble homogène comme ce fut le cas pour le « du Caire au Cap » britannique. L'AEF et l'AOF sont coupés de vaste étendue échappant à la juridiction française. Il fallait alors dresser un pont conceptuel pour relier l'Atlantique à l'Océan Indien et présenter ainsi un semblant d'unité spatiale pour l'Afrique francophone.

Quoi qu'il en soit, par sa seule formulation, cette distinction n'est pas sans ériger une barrière mentale sur la représentation que se font les Malagasy de leur lien avec l'Afrique. A force d'entendre cette formule qui prêche idéologiquement une valeur exclusive, il serait même illusoire de croire que le Malagasy puisse éprouver une quelconque nécessité de se rattacher à l'africanité. Aussi, nous ne nous étonnons plus de constater la vive réaction malagasy face à la médiation africaine lors des crises politiques à Madagascar en 2003 et en 2009.

Rappelons globalement les faits :

- en 2002, à l'issue des élections controversées entre l'Amiral D. Ratsiraka et M. Ravalomanana, la crise politique a plongé le pays dans le chaos. Des médiations ont été menées à Addis Abeba dans le cadre de l'UA pour essayer de la résoudre autour d'une table de négociation.

- Quelques années plus tard, même contexte et nouveau schémas, on permute les acteurs et on se retrouve à Maputo avec la médiation de la SADC pour régler les dif-

férends entre Andry Rajoelina et M. Ravalomanana. Puis survint, comme un couperet, les décisions d'exclusion de Madagascar des instances de l'UA et de la SADC pour cause de coup d'Etat et de changements anticonstitutionnels de gouvernement²⁰.

A chaque fois, la médiation des instances africaines comme l'Union Africaine (UA) et la Communauté de Développement de l'Afrique Austral (SADC), ont jeté l'huile sur le feu en suscitant une vague d'antipathie. Du coup, le Malagasy ne se sent plus du tout africain.

Nonobstant le fait que, dans le contexte extrêmement confus de l'époque, les citoyens Malagasy se soient sentis floués d'être mis à l'écart des débats les concernant directement, l'intervention de la Communauté Internationale - et plus particulièrement la médiation de Joachim Chissano, ancien président de la Mozambique et représentant de la SADC qui a fait le va-et-vient entre Maputo et Antananarivo - a été perçue comme une ingérence manifeste qui a soulevé la passion de la rue. Combien de fois n'avions-nous pas entendu, entre deux tasses de café, les récriminations du genre « Que viennent bien faire les Africains dans une affaire malagaso-malagasy ? » Apparemment, dans le chaudron de la Capitale, d'aucuns ont perçu cette intervention comme une situation insupportable ! Mais ce qui surnage le plus était encore cette distanciation vis-à-vis de l'Africanité. Le Malagasy féru d'hospitalité était à deux doigts de l'africanophobie.

L'Afrique ce « voisin éloigné » : les arguments de l'insularité et de la différence

²⁰ Madagascar, a été suspendu à la suite de la crise politique de 2009 qui a entraîné la prise de pouvoir d'Andry Rajoelina ; cette suspension n'a été levée qu'à la suite de l'investiture de Hery Rajaonarimampianina, nouveau président démocratiquement élu en 2014 (<http://www.newsmapada.com/author/newsmapada/>) 31/01/2014



Il faut dire que les Malagasy ont tendance à développer une conscience paradoxale par rapport à l'Afrique : Si ce n'est le voisin qu'on ignore ce serait le voisin avec lequel on n'entreprendrait que des rapports éloignés !

Sur le plan pratique, en effet, le continent africain est pour le Malagasy, plus difficile d'accès que l'Europe ou l'Extrême Orient. Faute de disposer d'une flotte marchande conséquente et surtout avec un réseau de transport aérien limité, les contacts directs sont relativement réduits. Nairobi et Johannesburg, constituant les aéroports accessibles, ne couvrent pas l'ensemble du Continent. Il faut souvent transiter par l'Europe ou passer par l'Afrique du sud pour se rendre en Afrique de l'Ouest. Cette situation ne facilite guère la circulation des biens et des personnes préconisée par les protocoles de la SADC ou de la COMESA. Elle rend encore plus difficile la circulation des informations.

D'ailleurs, que connaît-il de ce continent ? Mis à part ceux qui ont des intérêts directs à focaliser leurs regards sur l'Afrique, les connaissances que se font les Malagasy de ce continent sont des plus scolaires. Actuellement, elles se font par le biais de ce que veulent bien dispenser les médias. Or les communiqués laconiques sur les actualités africaines, écoutées d'une oreille distraite, ne sont pas rassurants avec les échos de théâtres d'affrontements armés, de drames humains, d'épidémies (Sida, Ebola, etc...), de violences sociales et d'instabilités politiques... S'esquisse alors le profil d'un univers aussi lointain qu'inquiétant. A partir de là, la distance n'est plus seulement spatiale, elle est surtout psychologique.

Expression ultime de l'exception - comme l'insularité ne soumet pas Madagascar aux contraintes des frontières partagées - dans

son imaginaire, l'Africain est celui qui vit ailleurs et en tant que tel il est l'étranger qui sert de points d'appui à l'affirmation de sa différence. Lui, au contraire, est l'insulaire qui se complait dans la plénitude de son unité face à la multiplicité indiscernable de l'Africain, lequel est l'être éthéré, sans consistance et rejeté dans une dimension a-topique.

L'un des points saillants de ce débat sur l'africanité et l'identité malagasy est cette réaction épidermique et viscérale pour nier ce lien identitaire avec l'Afrique : Un refus viscéral qui relève du cri de cœur : « Nous ne sommes et ne serons jamais des Africains ! ». Cette négation qui insiste sur les spécificités du local par rapport à l'ailleurs fait référence à la différence culturelle. Mais le Botswanais ne peut-il faire pareil vis-à-vis du Kenyan ? Les Kikuyu et les Luo du ne font-ils pas pareil pour faire valoir leurs altérités respectives tout en reconnaissant leur nationalité kenyane ?

En fait, nous pensons que ce rejet de l'Africanité découle d'une confusion de références puisque dans la Grande Ile, l'identité se rattache avant tout à la notion de d'ancestralité et de parenté²¹. La notion de filiation et de liens généalogiques (*firazanana*, *karazana*) amène plus le sujet à se tourner vers ses origines austronésiennes - qu'il recompose également à sa guise sans en connaître les détails²²-. N'a-t-il pas le teint plus clair que l'Africain ? Ses cheveux ne sont-ils pas plus lisses ? N'a-t-il pas plutôt un profil plus asiatique ?... Faute de connaître l'autre, on se rabat sur les stéréotypes, les raccourcis et la simplification. Sont mis en avant non seulement

²¹ « Ny fototra no maha olona », C'est la racine qui fait l'homme.

²² Confondant les notions géopolitiques avec les réalités anthropologiques, bon nombre de Malagasy parlent souvent de leurs ancêtres Indonésiens, ignorant que l'Indonésie est l'un des nombreux Etats de l'Asie du Sud Est qui ne s'était formé qu'en Août 1945.



l'aspect physique mais aussi les « singularités génétiques »²³. En tout cas, il ne veut guère se reconnaître dans cette Afrique qui lui rappelle une phase mal occultée de son histoire.

Du contact avec les africains, la mémoire collective à court terme, celle encore vivace, elle a retenu les souvenirs douloureux de la répression coloniale à travers la férocité des tirailleurs sénégalais en 1947. Elle est surtout l'image de ces anciens dépendants qui ont fait l'objet de la traite entre l'Afrique de l'est et Madagascar jusqu'au dernier quart du XIX^{ème} siècle. Il s'agit des Masombika ou Makoa, arrachés de leurs territoires, embarqués de force sur les boutres des négriers et amenés en cachette jusqu'à Madagascar pour y alimenter le marché des esclaves. Malgré leur libération par décret royal au temps de Ranavalona II, et plus tard, la suppression de l'esclavage aux premières heures de la colonisation, les Masombika n'ont pu transcender socialement leur condition. Pour la plupart, ils se sont regroupés en gros villages que l'on connaît un peu partout à Madagascar sous le nom d'Antanamakoa (le village des Makoa). Actuellement, ils se sont intégrés dans la société malagasy tout en portant l'héritage de leurs origines ; noirs et crépus comme l'archétype qu'en dépit de tout bon sens, certains Malagasy se font de l'Africain²⁴.

Conclusion

L'ancrage identitaire est un sentiment d'appartenance à un ensemble de référentiels

²³ Pour reprendre les expressions d'un de nos interlocuteurs sur ce sujet.

²⁴ Cet aspect physique est relié également à d'autres points névralgiques de la question identitaire malagasy : à savoir l'opposition statutaire entre fotsy (blancs) qui a été valorisé et mainty (noirs) qui fait toujours l'objet d'une minorisation.

communs comme les modes de vie et les systèmes de valeurs. Madagascar partage avec l'Afrique, non seulement son espace mais également une grande partie de son histoire. Leurs parcours parallèles comportent autant de souffrances que de victoires. Aujourd'hui encore, ils font face aux mêmes problèmes sociopolitiques, subissent les mêmes contraintes économiques et essaient de se revaloriser par des démarches culturelles. Etant entendu que l'adhésion au commun ne peut guère effacer la spécificité du singulier, ces points communs peuvent bien servir de base pour susciter des rapprochements et/ou cultiver des affinités. Son insularité ne suffirait pas à expliquer pourquoi Madagascar serait exclu ou s'exclurait de cet ensemble fait de pluralité et de diversité.

Actuellement, la Grande Ile admet bien son appartenance à l'Afrique sur le plan diplomatique, la revendique sur le plan économique, l'assume peu ou prou dans le domaine culturel et sportif. Mais dans l'ensemble, bon nombre de ses ressortissants ne se sentent pas ou refusent même véhémentement toute jonction à l'identité africaine. Soucieux de manifester leurs singularités, ils se jettent dans une notion d'altérité introvertie qui ne veut se mesurer à aucune autre. Pris dans la spirale de leurs propres constructions identitaires, ils se complaisent à démultiplier les référents distinctifs à l'intérieur de leurs propres frontières. D'un discours à un autre, ne se sent-on pas plus Merina que Malagasy ? Plus *Roandriana* (noble) que Sakalava ?... Certains en arrivent même à réduire la notion de la différence et l'altérité au seul aspect physique. Ce faisant, n'oublie-t-on pas tout simplement notre humanité et les enjeux bénéfiques de la diversité culturelle ?



BIBLIOGRAPHIE

BEAUJARD P, *Les Austronésiens et l'apport des plantes cultivées d'Asie du Sud-Est en Afrique de l'Est et à Madagascar*

DOMENICHINI J.P. DOMENICHINI-RAMIARA-MANANA B., *Les premiers navigateurs de l'humanité* (<http://www.madatana.com>)

FERRAND G. : « L'origine africaine des Malgaches » in *Journal Asiatique*, vol 10, n°9, 1908, p. 353-500.

GRANDIDIER A. *Ethnographie de Madagascar*, Imp nat, 1908.

MOKHTAR G. (dir.), *L'Histoire Générale de l'Afrique Vol II*, Edition UNESCO, Paris 1999

MBEM A. J. : *Mythes et réalités de l'identité culturelle africaine*, L'Harmattan, Paris, février 2006, 176 p.

PRADINES S, « Commerce maritime et islamisation dans l'océan Indien : les premières mosquées swahilies (XIe-XIIIe siècles) » in *La mer et le sacré en Islam médiéval*, février 2012. pp. 131-149.

RABEMANANTSOA C., A. VAN DIJK et J.T.M. SANDRA EVERS, 2011, « Sur la piste des Rasikajy du nord-est de Madagascar », *Etudes Océan Indien*, n° 46-47, Vohémar, Cité-Etat malgache, pp. 46-47.

RANTOANDRO G., « Une communauté mercantile du nord-ouest : les Antalaotra », in *Omalysy Anio*, n° 17-20, pp. 195-210.

WEBOGRAPHIE

<http://www.afropolitans.org/6questionsurlappropriationculturelleetlidentiteafricaine> (consulté le 10 novembre 2015)

<http://www.newsmda.com/author/newsmda/> 31/01/2014

<http://www.panaexpress.com>. 23 décembre 2003

[http://www.madatana.com/Les premiers navigateurs de l'humanité](http://www.madatana.com/Les-premiers-navigateurs-de-l-humanite)





AFRICANITÉ ET SPÉCIFICITÉ MALGACHE, UNE APPROCHE ÉCONOMIQUE

Rado Andriamahenintsoa RATOBISAONA



I. Généralités

L'Afrique se situe dans l'hémisphère Sud. Le continent se trouve entre l'Océan Indien à l'Est, l'Océan Atlantique à l'Ouest, le Canal de Suez au Nord, qui le sépare de l'Europe. Au Sud, l'Afrique est exposée à l'Océan Antarctique. La division régionale de l'Afrique n'empêche pas de la qualifier de « continent noir ».

L'Afrique abrite des richesses naturelles abondantes et une biodiversité unique. Toutefois, la plupart des pays d'Afrique sont des anciennes colonies européennes. De plus, le continent connaît désormais la guerre, la famine, des épidémies et la pauvreté extrême.

Madagascar se trouve juste à 400km à l'Est de l'Afrique dont il est séparé par le canal de Mozambique. C'est la troisième plus grande île du monde après Bornéo. L'île est peuplée d'environ 25 millions d'habitants et n'échappe pas aux problèmes majeurs de l'Afrique énoncés ci-dessus. Madagascar fait partie des pays les moins avancés du monde.

II. Les traits caractéristiques de l'économie africaine

L'Afrique s'étend sur 30 066 000km² et compterait 1 136 526 027 habitants selon la révision de la perspective mondiale de la population des Nations Unies en 2012. Sa population croît de 2,5% par an. La densité de la population africaine est de 38hab/km².

Le tableau ci-dessus montre que l'Afrique a une population jeune car en moyenne, 55,7% de la population se trouve entre 15 et 64 ans. C'est la tranche d'âge de la population active où le niveau d'effort est beaucoup plus supérieur par rapport à celui des autres. Pourtant, force est de constater que le niveau du capital humain en Afrique reste encore faible par rapport à la capacité nécessaire de celui-ci pour satisfaire les besoins fondamentaux et collectifs.

En 2012, le taux d'analphabétisme des individus de plus de 15 ans en Afrique s'élevait à 62% de la population totale¹. Cette situation justifie la difficulté de sortir de la trappe de la pauvreté malgré le fait qu'en moyenne, on constate un taux participation de 67%² de la population totale sur le marché du travail en Afrique. Presque la moitié de la population africaine vit avec moins de 2\$ par jour³. Ces indicateurs démographiques et sociaux expliquent en grande partie le niveau de la croissance économique de chaque pays africain. D'autres indicateurs tels que le commerce international, la gouvernance, la corruption et le développement humain sont nécessaires pour apprécier la trajectoire économique du continent.

1. L'évolution de la croissance économique en Afrique

La croissance économique est généralement mesurée par le produit intérieur brut. En

¹ Département des statistiques BafD ; L'Institut de Statistiques de l'UNESCO - base de données en ligne, décembre 2014; autorités nationales.

² Base de données de la Banque mondiale sur l'indicateur de développement en Afrique.

³ Autorités nationales et Banque mondiale, données en ligne, Enquêtes démographiques et de santé (EDS) au niveau national.

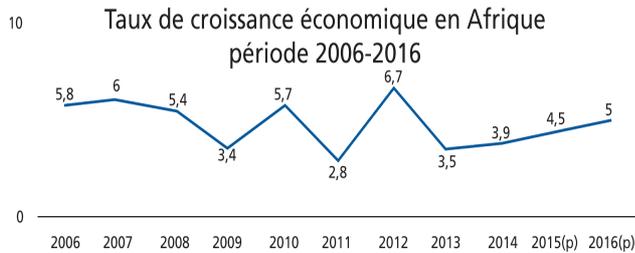
Indicateurs démographique											
	Population	Population	Ratio	Population		Taux de mortalité infantile (pour 1000)	Taux de fécondité total	Mortalité des moins de 5 ans (pour 1000)	Distribution par âge (%)		
	totale (milliers)	urbaine (% du total)	hommes pour 100 femmes	Taux de croissance (%)					0- 14	16- 84	86+
	2014	2014	2014	2007	2014	2014	2014	2014	2014	2014	2014
Afrique	1 138 629	40,8	100,0	2,6	2,6	80,4	4,8	96,0	40,8	66,7	3,6

Note : *incluant Agalega, Rodrigues et Saint Brandon.

Source : Département des statistiques BAFD ; Nations Unies. Division de la population. Département de l'économie et des affaires sociales. World Population Prospects. The 2012 Revision. Département des statistiques BAND, divers autorités nationales et estimations BAFD



moyenne, le PIB par tête par an de l'Afrique s'élève à 4 826\$⁴. Pendant la dernière décennie, la croissance économique a évolué de la manière suivante :



Sources : Donnée en ligne du Département des statistiques BafD; diverses autorités nationales; (e) estimations et (p) prévisions du Département des statistiques BafD.

Cette courbe montre qu'en moyenne, l'Afrique connaît une croissance de PIB de 4,8% par an. Nous constatons donc une stagnation des activités économiques depuis ces dix dernières années. Pourtant, la fluctuation économique est plutôt prévisible chaque année.

Si on considère les économies régionales, le tableau ci-après montre la variation du taux de croissance économique africain.

Les niveaux de taux de croissance en Afrique peuvent être expliqués par une hausse généralisée de la demande interne.

⁴ Population: Nations Unies, Division de la population, Département des Affaires économiques et sociales, World Population Prospects, The 2012 Revision

Cette augmentation est due principalement à la croissance démographique suivie d'un ralentissement de l'exportation des pays émergents et industrialisés en Afrique. Plus la croissance économique d'une région est élevée, plus forts seront les défis que les pays doivent relever pour sortir du cercle vicieux du sous-développement. L'Afrique veut changer et se développer. Elle mobilise des politiques de développement et diverses politiques sectorielles pour s'en sortir. Par contre, l'économie africaine demeure primitive et sous-exploitée malgré les signes d'engagement des partenaires dans différents domaines.

2. L'économie africaine est primitive

L'économie africaine est encore primitive par rapport à celle d'autres continents. La plupart des pays africains utilise le secteur agricole comme base de croissance économique. La cueillette, la chasse, la culture et la pêche de subsistance assurent encore la survie de millions d'africains. Toutefois, l'Afrique a un avantage comparatif considérable en termes de ressources naturelles et humaines. La mutation de l'économie traditionnelle et archaïque vers une économie industrielle et moderne s'est opérée depuis un demi-siècle. Le dualisme économique persiste toujours. Dans chaque secteur d'activité (agricole, industriel et service), il existe des opérateurs économiques qui utilisent des moyens de productions traditionnels à côté de ceux qui utilisent des moyens de production modernes et sophistiqués.

	(croissance du PIB en volume, %)			
	2013	2014(e)	2014(p)	2015(p)
Afrique	3,5	3,9	4,5	5,0
Afrique centrale	4,1	5,6	5,5	5,8
Afrique de l'Est	4,7	7,1	5,6	6,7
Afrique du Nord	1,6	1,7	4,5	4,4
Afrique australe	3,6	2,7	3,1	3,5
Afrique de l'Ouest	5,7	6,0	5,0	6,1
Pour mémoire :				
Afrique hors Libye	4,0	4,3	4,3	5,0
Afrique subsaharienne	4,7	5,2	4,6	5,4
Afrique subsaharienne hors Afrique du Sud	5,4	6,2	5,2	6,2

Note : (e) estimations et (p) prévisions.

Source : Département des statistiques, Banque africaine de développement

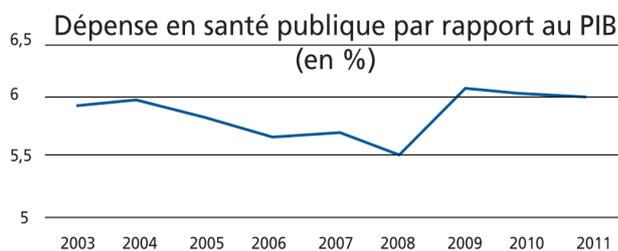


Plusieurs raisons expliquent ce dualisme économique en Afrique. A part la non-maîtrise de la migration rurale - urbaine, l'inertie institutionnelle, et la structure politique, d'autres aspects élémentaires méritent d'être soulevés.

3. La santé et l'éducation en Afrique

Les relations entre santé, éducation et niveau de vie peuvent entraîner des cercles vicieux. La santé et l'éducation font partie des indicateurs du développement humain. L'Afrique connaît des efforts consentis par les gouvernements en matière d'éducation et santé. Les taux de scolarisation primaire ont augmenté. Par contre, les enfants inscrits à l'école y sont-ils présents régulièrement et s'y instruisent-ils réellement? De nos jours, l'Afrique souffre encore de maladies⁵ qu'on peut facilement guérir telles que la diarrhée, le paludisme, les vers intestinaux, etc.

L'actuelle politique de la redistribution des ressources ne permet pas aux Africains de réduire le fossé des inégalités entre riches et pauvres. Le graphique ci-dessous montre la part de dépense en matière de santé par rapport au PIB en Afrique. De plus, le continent fait face de manière permanente à des épidémies telles que le VIH et l'Ebola.



Source : Base de Données en ligne de la Banque Mondiale sur les indicateurs du développement en Afrique

⁵ Les pauvres sont-ils condamnés à le rester ? W. Esterly, La mort des innocents

En matière d'éducation de base, malgré les efforts, l'Afrique y consacre seulement en moyenne 5%⁶ du PIB. Sur ce, la qualité en capital humain laisse encore à désirer.

L'Afrique doit importer des compétences si elle suit ce rythme en matière d'investissement effectif en capital humain. Elle aura toujours besoin d'un renforcement de capacités dans tous les domaines. Pourtant, un continent qui se développe a besoin d'un système éducatif prioritaire pour tirer avantage des stratégies verticales des firmes multinationales. La technologie a un élément tacite. Le transfert technologique nécessite un minimum de capacités intellectuelles. Le temps d'apprentissage constitue un passage obligé pour se démarquer d'un pays à un autre.

Le contexte actuel de la mondialisation permet en quelque sorte la libre circulation des informations, des personnes, des biens et services. L'Afrique reçoit sa part d'une manière particulière.

4. L'économie de consommation en Afrique

L'avènement de la mondialisation fait partie de la problématique du développement en Afrique. L'Afrique est devenue le fournisseur de matières premières des pays industrialisés, surtout de l'Europe.

Le concept de la division internationale du travail a poussé le continent à se spécialiser dans les matières premières (coton, cacao, girofle, vanille, café, etc.) et dans les minerais semi-précieux et précieux tels que le diamant, l'or, et le pétrole, etc. L'Afrique exporte 46,8% d'huiles, de pétrole ou minéraux bitumineux, bruts⁷.

On constate généralement un cycle long de

⁶ Département des statistiques BafD ; L'Institut de Statistiques de l'UNESCO - base de données en ligne, décembre 2014; autorités nationales.

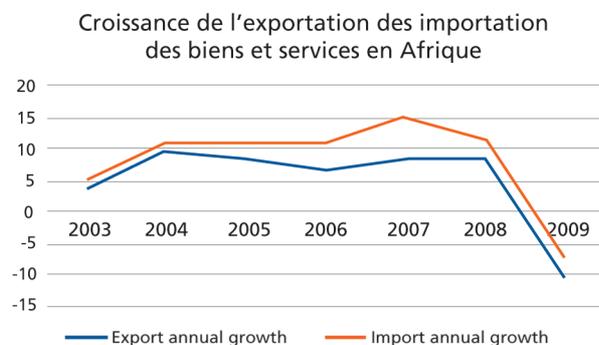
⁷ Division de statistiques des Nations Unies.



production et une chaîne de valeurs plus courte en Afrique. Il existe de ce fait un manque à gagner dans la création de la valeur ajoutée globale. L'insuffisance de l'accumulation du capital n'a pas permis au continent d'avoir une capacité industrielle innovante. Le commerce international constitue une meilleure alternative pour satisfaire l'économie locale en produits manufacturés.

Cependant, plusieurs pays d'Afrique ont tenté les différentes stratégies d'industrialisation pour assurer la promotion de la croissance et développement économique. Certains ont connu des succès, d'autres se trouvent à un stade de décollage économique, et le reste en est encore à la recherche d'une voie de sortie de l'extrême pauvreté.

La compétitivité de l'économie africaine exige un avantage comparatif différent de celui du siècle dernier. En ce moment, la plupart des produits manufacturés et la technologie de pointe est coûteuse en termes d'investissement, en infrastructures et en capital humain pour l'Afrique. L'Afrique est devenue un consommateur potentiel pour les pays émergents et industrialisés. Compte tenu du niveau de pouvoir d'achat africain, on a avancé la notion de l'économie de gamme sur le marché international.



Source : Base de données (dernière mise à jour : 2013) de la Banque mondiale sur les indicateurs du développement en Afrique

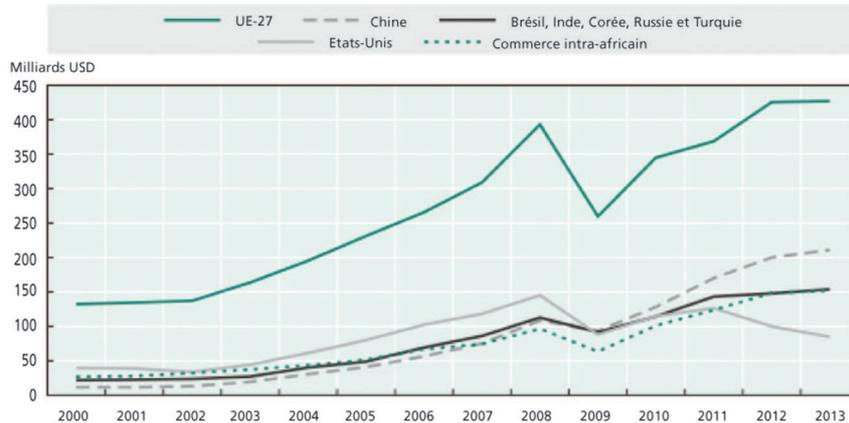
La source principale du déficit commercial chronique du continent est non seulement liée à l'importation des biens d'équipement mais surtout à des biens de consommation finale. Le graphique ci-dessous montre un l'évolution de l'exportation et d'importation des biens et services en Afrique de 2003 à 2009.

III. Perspectives économiques de développement en Afrique.

Compte tenu de la potentialité des ressources humaines et naturelles en Afrique, des efforts doivent être entrepris dans le souci d'une allocation optimale des ressources. Un processus de changement structurel constitue une condition nécessaire. L'Afrique doit attirer des talents pour construire ensemble la capacité d'absorption pour promouvoir la croissance économique. Les infrastructures essentielles, le choix d'une source d'énergie fiable et une meilleure gouvernance rempliront l'agenda politique de l'avenir de l'Afrique. Sur ce, l'intensification du commerce intra-régional et interrégional constitue tout d'abord une urgence pour une croissance endogène.

1. Développement du marché interrégional et intra-régional en Afrique

Après la période coloniale, l'Afrique a eu du mal à trouver seule la voie de l'indépendance sur le plan politique, social, culturel et surtout économique. Il s'avère nécessaire de préciser qu'il existait des liens forts entre les pays colonisateurs et leurs anciennes colonies africaines. Des accords bilatéraux ont été priorités entre ces pays. Ces accords privilégient des intérêts commerciaux entre l'Europe et l'Afrique au détriment des pays voisins africains. Le graphique ci-des-



Source : Perspectives économiques en Afrique (2015)

sous montre les flux de transactions entre quelques pays africains avec ceux du reste du monde, en l'occurrence de l'Europe.

Il est temps d'établir de nouveaux contrats et règles commerciaux au niveau du continent pour promouvoir une stratégie horizontale des firmes africaines. Chaque forme d'intégration régionale en Afrique devrait amorcer la croissance économique de ses pays membres. La perspective de la croissance contribue en grande partie à la réduction du chômage et du sous-emploi afin de soutenir un niveau de vie décent.

2. La culture entrepreneuriale est une condition nécessaire et suffisante

L'environnement des affaires s'est amélioré dans le secteur privé depuis 2014 en Afrique. L'offre du secteur public en matière d'infrastructures constitue une bouffée d'air frais dans la transformation structurelle des secteurs-clés de l'économie africaine. Cette transformation a eu des retombées significatives surtout dans l'agriculture, l'industrie manufacturière et extractive, le service et la construction⁸. La transformation structurelle au niveau des secteurs porteurs de croissance stimule la nouvelle prospection de marché et l'économie d'échelle. Cette transformation permettra de tirer les effets

⁸ www.africaneconomicoutlook.org: Perspective économique en Afrique

d'entraînement en amont et en aval dans un cadre d'une nouvelle politique industrielle compatible. Pour y parvenir, l'Afrique fait face à plusieurs défis :

- la diversification de l'économie pour satisfaire les besoins au niveau du continent tout d'abord avant de poursuivre la quête de la croissance économique, en interaction avec le reste du monde.
- les stratégies de l'industrialisation classique doivent être ajoutées d'une recette propre africaine dans le souci de préserver l'environnement, l'écosystème et la biodiversité.
- La mise en œuvre d'une politique publique commune pour mettre à la disposition du secteur privé les infrastructures essentielles telles que l'énergie, l'eau potable, les routes, les banques, les écoles et universités, la sécurité, les hôpitaux, etc.
- La réduction des coûts de transaction et des imperfections du marché pour renforcer la créativité, l'accès aux services financiers, la formation professionnelle, le transfert de technologie et les informations nécessaires à chaque chaîne de valeurs dans une unité de production.
- l'amélioration de la gouvernance qui incite le développement des secteurs d'activité économique. Sur ce, des mesures fiscales



et douanières incitatives couplées avec un climat des affaires favorable aux investissements résument les indicateurs clés pour la réussite.

Si tels sont les éléments qui caractérisent l'économie africaine, Madagascar en fait partie. Malgré le fait qu'elle est une île, Madagascar n'échappe pas aux problèmes communs du continent. Son insularité constitue-t-elle un avantage ou un inconvénient pour son développement ? Existe-t-il des traits spécifiques qui méritent une attention particulière pour Madagascar sur le plan économique ?

La section suivante essaie d'avancer des éléments de réponses à ces questions.

L'exception malgache

I. Cadrage macroéconomique de Madagascar

Les indicateurs macroéconomiques permettent d'avoir un aperçu global de l'économie d'un pays. Parmi ces indicateurs, l'évolution du P.I.B et de l'inflation sont les principaux agrégats macroéconomiques pour analyser la croissance économique.

1. Evolution du P.I.B

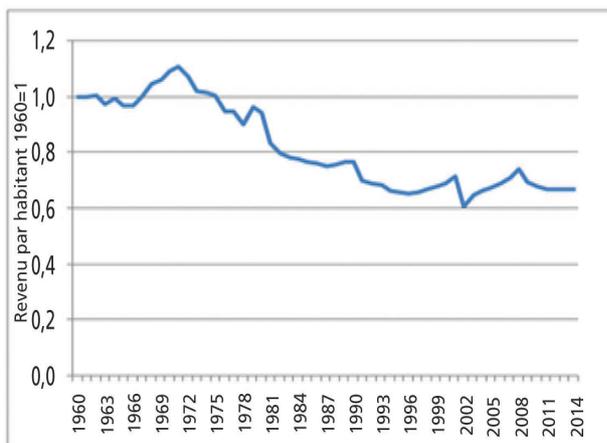
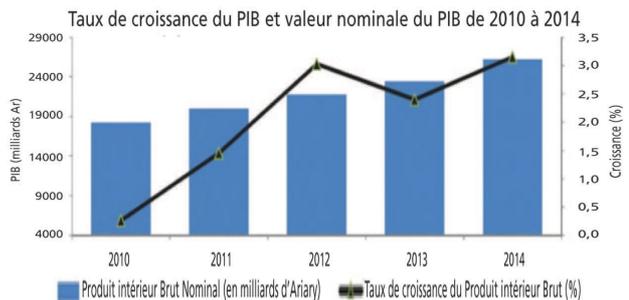


Figure1 : Taux de croissance par tête par an (source : Instat)

Pour le cas de Madagascar, l'évolution de PIB a connu une tendance à la baisse. Le PIB par habitant n'a jamais atteint \$500/tête/an. Il varie entre \$480 à \$270 de 1960 à 2014 suivant la figure ci-après :

Suite à cette tendance, l'économie malgache est désarticulée. Plusieurs facteurs peuvent expliquer cet échec en matière de croissance et de développement. Elle est vulnérable aux chocs endogènes et exogènes tels que les catastrophes naturelles, les crises politiques, économiques et sociales récurrentes malgaches et l'effet de la crise financière mondiale de 2008. La croissance économique du pays commence à s'améliorer après la crise sociopolitique de 2009, où le taux de croissance était négatif, soit de - 4,1%, mais qui est encore loin d'atteindre la situation de l'année avant crise (2008) qui avait enregistré un taux de croissance économique de 7,1%.. Après la crise politique de 2009, la croissance économique du pays commence à s'améliorer. On a constaté une tendance à la hausse du PIB nominal pendant ces cinq dernières années avec un taux de croissance moyen de 2% d'après la figure ci-après :



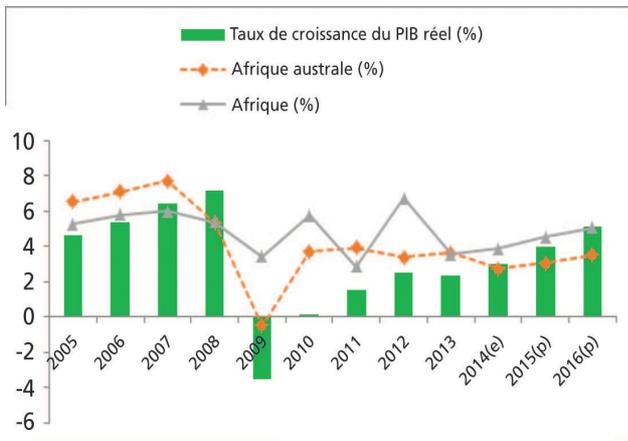
Source : DSY/INSTAT.

Malgré les efforts en termes de politique budgétaire et monétaire, les effets escomptés de celles-ci ne sont pas encore au rendez-vous. Madagascar se trouve au 130ème



rang sur 140 pays en termes de compétitivité et de performances économiques selon le rapport de « World Economic Forum » 2015. L'île est classée parmi les pays les moins avancés du monde.

Par rapport à d'autres pays et régions d'Afrique, le graphique ci-dessous montre le retard de Madagascar en termes de croissance économique depuis une décennie.

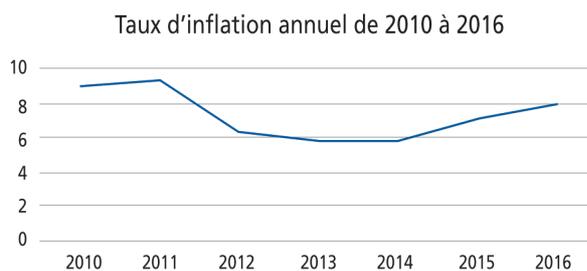


Source : FMI (WEO & Article IV)

2. L'inflation à Madagascar

Concernant l'inflation, la maîtrise de la hausse généralisée des prix est une étude permanente de l'autorité monétaire. Il existe plusieurs instruments de mesures de l'inflation. Les résultats peuvent être différents d'un instrument à l'autre.

A Madagascar, le taux d'inflation de ces cinq dernières années s'est maintenu à un niveau stable et l'on a constaté même une désinflation, c'est-à-dire une réduction du rythme de hausse des prix, dans les an-



Source : base de données de la Banque Mondiale

nées 2012 et 2013 avec un taux d'inflation respectif de 6,4% et de 5,8%. Une incitation à la reprise des activités économiques a été constatée depuis l'année 2014. La figure ci-après montre cette situation.

Pour résumer, il faut remarquer qu'il existe plusieurs variables macroéconomiques à prendre en compte lorsque nous voulons étudier la situation économique d'un pays dans son ensemble. Cependant, à l'aide de ces variables, le PIB et l'inflation, que nous venons de voir, nous pouvons relativement dire que durant les cinq dernières années, la situation de Madagascar du point de vue macroéconomique s'est améliorée. D'une part la hausse du rythme des taux de croissance du PIB et du PIB par habitant permet de constater une amélioration de la croissance économique du pays, et d'autre part la stabilité du niveau du taux d'inflation peut faciliter l'anticipation des agents économiques.

Par contre, pour l'année 2015, l'autorité monétaire a du mal à maîtriser l'inflation. Elle a augmenté de 0,8 point de ce qui a été prévu. La dépréciation de la monnaie nationale était de 25% par rapport au dollar. La dégringolade de l'Ariary va encore continuer son cours pour l'année 2016.

Le tableau ci-dessous donne un aperçu général des indicateurs macroéconomiques clés de Madagascar.

Tableau 1- Indicateurs macroéconomiques				
	2013	2014(e)	2015	2016(p)
Croissance du PIB	2,4	3,0	3,2	4,5
Taux de croissance du PIB réel par habitant	-0,4	0,2	1,2	2,3
Inflation	5,8	6,0	7,1	7,9
Solde budgétaire (% PIB)	-4,0	-2,0	-2,1	-2,9
Compte courant (% PIB)	-5,4	-2,3	-3,7	-3,6

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les pré-



visions (p).

3. La situation du marché du travail à Madagascar

Le faible niveau de PIB par tête a eu une conséquence directe en matière d'emploi et de pouvoir d'achat des malgaches. On assiste à un faible taux officiel de chômage qui s'élève à 3,8% de la population active en 2012⁹ à côté d'un sous-emploi ou chômage déguisé généralisé. Les conditions de vie de la majorité de la population se sont détériorées. 92% de la population malagasy vit en dessous du seuil de la pauvreté.¹⁰ Le salaire minimum garanti s'élève à 130 000Ar. La prolifération du secteur informel¹¹ forme une alternative pour la survie de la population active. Ce secteur occupe plus la moitié de la population active.

De plus, la balance commerciale connaît un déficit chronique. La précarité de la capacité d'absorption de la demande intérieure augmente de plus en plus le besoin d'importation des biens et services sur le marché international. Au niveau sectoriel, la réalité est-elle la même ? La section suivante nous donne une explication plus détaillée des secteurs d'activités économiques de Madagascar.

II. Analyse sectorielle de l'économie malgache

Madagascar est tout d'abord un pays à vocation agricole. L'économie ne s'est diversifiée dans le tourisme et l'industrie extractive que récemment. La dépendance aux exportations et aux tourisms rend l'économie de Madagascar vulnérable aux chocs. Les crises

⁹ Instat DSM 2012

¹⁰ 2012, Rapport de la banque mondiale

¹¹ Philippe De Vreyer, F. Roubaud (2013)

cycliques en sont la preuve depuis ces quatre dernières décennies. Depuis 2012, la contribution du secteur minier au PIB constitue

Tableau 1 : Taux de croissance par secteur (Unité : %)

	2010	2011	2012	2013	2014
Secteur primaire	-3,4	0,7	1,5	-6,1	1,2
Secteur secondaire	2,5	4,0	9,3	22,7	3,5
Secteur tertiaire	1,7	-0,2	3,0	1,3	4,0

Source : DSY/INSTAT

une bouffée d'oxygène au niveau macroéconomique. Pourtant, la récente chute des prix du nickel et du cobalt sur le marché international a diminué le poids de l'industrie extractive par rapport au PIB. Le tableau ci-après montre la répartition de la structure économique de Madagascar.

Depuis l'indépendance, le secteur primaire contribue à 30% du PIB, le secteur secondaire à 14% et le secteur tertiaire à 56% en moyenne. Dans cette structure, le secteur privé fonctionne dans une économie duale. Il existe des moyens de productions archaïques à côté de ceux qui sont modernes et sophistiqués dans un même secteur. C'est la raison pour laquelle les niveaux de croissances sectoriels sont vulnérables aux chocs endogènes et/ou exogènes. Pourtant, le secteur privé constitue un levier du développement et de la croissance économique d'un pays. Sa contribution en matière fiscale permet au secteur public de satisfaire les besoins en matière de biens et services non-marchand tels que les infrastructures, l'énergie, l'éducation et la santé, etc. Selon le constat de la Banque mondiale, en matière de recettes fiscales, le taux d'impôts collectés par l'Etat auprès des entreprises privées à Madagascar s'élève à 20%. Ce taux est encore insuffisant par rapport aux autres pays africains tels que le Cameroun, la Mozambique et le Kenya qui tournent respectivement autour de 39% ; 32% et 30%¹². Ce fait s'explique

¹² Gazette La Nation du 04 juin 2015



par les raisons suivantes.

Tout d'abord, différents programmes de développements ont été mis en place. Les résultats escomptés n'étaient pas aux rendez-vous faute d'appropriation et de coordination publique et privé d'une part, et faute d'absence de la continuité de l'État après chaque crise politique et économique profonde durant ces dernières décennies d'autre part. Les politiques publiques et sectorielles à moyen et à long termes ne sont pas claires voire inexistantes. Le pilotage à vide de l'économie persiste par l'insuffisance des données statistiques et macroéconomiques fiables. L'évaluation et la prévision des politiques publiques ne sont pas significatives. Par conséquent, la contribution du secteur privé à la croissance et au développement économique reste encore non satisfaisante.

Ensuite, malgré les efforts menés par l'État et les partenaires techniques et financiers, le taux de pression fiscale à Madagascar reste insuffisant par rapport à la moyenne de l'Afrique Sub-Saharienne. Pour l'année, 2015 il était de 9,9% du PIB par rapport à une prévision de 11,5%.

Les imperfections du marché et de la capacité d'absorption en termes de gouvernance, d'infrastructures, de finances et de capital humain n'ont pas permis de fonder les piliers pour un vrai décollage économique.

Après les élections présidentielles et législatives de 2013, la stabilité politique et l'amélioration de l'environnement des affaires ont fait partie de l'agenda du nouveau régime. Pourtant, le secteur privé attend toujours l'avènement d'un climat favorable aux affaires par le biais d'une vraie transformation structurelle de l'économie sur la base du Programme National de Développement (PND). Dès lors, les hommes d'affaires engagés dans le secteur privé sont généralement

opportunistes.

D'un côté, ce fait s'explique par la contribution du secteur tertiaire qui s'élève à 60% par rapport au PIB, et par la difficulté d'accès aux crédits qui incite les agents économiques à s'investir plus dans des services à cycle court de recyclage financier.

De l'autre côté, le développement des réseaux socioéconomiques rend encore plus complexe l'évaluation des risques en termes de concurrence, de sécurité publique et d'investissement dans le secteur privé. Malgré les signaux positifs émis par le marché concernant une opportunité d'affaires, les nouveaux investisseurs locaux et étrangers se montrent encore réticents. La détérioration des indicateurs de gouvernance en est la principale cause, à savoir le taux de perception de la corruption¹³, le " Doing business " ainsi que la crédibilité de la machine judiciaire en cas de conflit.

Dans le contexte de la quatrième République, une initiative a été entreprise pour redresser l'économie malgache. Le nouveau régime était déterminé à considérer le secteur privé. Faire un « Madagascar moderne et prospère » constitue un leitmotiv dans le Programme National de Développement.

Sur ce, pour l'année 2015, la loi des finances a prévu un taux de croissance économique de 5%. Par contre 3,2% s'est effectivement réalisé à cause de l'engagement encore timide des partenaires techniques et financiers, du gouvernement ainsi que du secteur privé dans la mise en œuvre du Programme National de Développement.

Selon les indicateurs du « Doing business » de la Banque mondiale, il est encore très difficile de faire des affaires à Madagascar. La Grande île est classée 164^{ème} sur 189 pays. En termes de création d'entreprises,

¹³ 133^{ème} sur 175 pays



Madagascar se trouve au 128ème sur 189 pays. Le climat des affaires n'est pas encore favorable aux investissements. Ce constat s'explique principalement par l'instabilité politique, la difficulté d'accès au crédit et la corruption¹⁴. Vu la qualité des infrastructures, de l'énergie et des cadres juridico institutionnels, investir à Madagascar comporte encore des risques significatifs pour les investisseurs locaux et étrangers. L'indicateur de performance en logistique confirme que Madagascar se trouve en 132ème sur 160 pays en 2014.

Par conséquent, pour l'année 2015, on a constaté une baisse généralisée dans les trois secteurs d'activités économiques à Madagascar. Seul le secteur tertiaire a connu une légère stabilité, puisqu'il a seulement perdu 0,5¹⁵ point de ce qui était prévu. Il n'est pas étonnant si la contribution du secteur privé au PIB laisse à désirer dans l'ensemble. La détérioration de la trajectoire économique s'explique par l'inertie institutionnelle caractérisée par un environnement politique et économique extractif¹⁶. La personnalisation des institutions amplifie les inégalités de la répartition des richesses nouvellement créées.

La perspective économique et financière pour cette année consiste à stimuler le secteur privé. La contribution de ce secteur sera estimée à 11,8%¹⁷ du PIB en termes d'investissement contre seulement 5,1% pour les programmes d'investissements publics.

III. Court résumé analytique

En résumé, malgré le fait que l'Afrique ait adopté un modèle économique ouvert, elle

¹⁴ Global competitiveness report 2015-2016, World Economic Forum

¹⁵ Projet de loi des finances 2016

¹⁶ D. Acemoglu et J.A. Robinson ; *Why Nations Fail ?*

¹⁷ Projet initial de loi des finances 2016

a besoin des africains pour se développer. Il est temps de se réveiller pour prendre en main la génération actuelle et future de l'Afrique. Il se peut qu'il existe des différences de points de vue, de pensée, d'origines, de races, mais elle doit réunir sa diversité et mettre en valeur sa détermination pour se développer. L'Afrique a intérêt à écouter son voisin, à ouvrir encore plus ses frontières dans un nouveau cadre institutionnel et politique commun. L'instauration de nouvelles règles et structures s'avère nécessaire pour déterminer un terrain d'entente dans l'intensification des échanges commerciaux, diplomatiques et politiques pérennes.

Pour le cas de Madagascar, l'expérience a montré que l'île n'arrive pas à marcher toute seule dans la lutte contre la pauvreté. Elle a cette fois besoin d'accorder plus d'attention à son voisin. Madagascar devrait prioriser sa volonté de coopérer avec l'Afrique avant d'aller plus loin. Certes, il existe des traits de ressemblance mais aussi de spécificités entre Madagascar et l'Afrique. Mais Madagascar a déjà ouvert la voie entre l'Océan Indien et l'Atlantique depuis longtemps. Sa position géopolitique particulière doit être mise en exergue au profit du continent africain tout entier.



BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages de référence

- Abhijit V. Banerjee, Esther Duflo, 2012, Repenser la pauvreté, Seuil
- Acemoglu D. Robinson J. A., 2013, Why Nations fail, profile books LTD,
- A.Garidi, C.Joussein, H.Panheys, H.Rasolomanana, J.C.Woillet, M.Davignon, M.Frimi, R.Schliwa, 1995, « Problématique du secteur privé, sa contribution à l'économie de marché », Bureau International du Travail, Genève, 111 pages.
- B.Eifert, V.Ramachandran, 2004, « Compétitivité et développement du secteur privé en Afrique », Université de Georgetown, 56 pages.
- CLING J.-P. RAZAFINDRAKOTO M., ROUBAUD F., 2002- Les nouvelles stratégies internationales de lutte contre la pauvreté. Paris, éd. DIAL/ éd. Economica.
- GALBRAITH John Kenneth, Le Nouvel Etat Industriel, Essai sur le système économique américain, Editions Gallimard, 1968
- Lloyd G.Reynold, Economic Growth in the Third World, 1850-1980. Yale University Press, 1985.
- O.Vallée, 1992, « Les entrepreneurs africains (rente, secteur privé, gouvernance) », Editions Syros – Alternatives, Paris, 259 pages.
- P. De Vreyer, F. Roubaud, 2013, « Urban labor market in subsaharan Africa », AFD/IRD, World Bank, Washington DC, 428 pages
- SMITH Adam, Recherches sur la Nature et les Causes de la Richesse des Nations, Gallimard, Paris, 1983.
- William Easterly. Les pays pauvres sont-ils condamnés à le rester? 2011, Eyrolles Edition d'organisation

Rapports et revues

- AFD : Déc 2012, « l'économie informelle dans les pays en développement »,
- Banque Mondiale, 02 octobre 2014 : "Madagascar-vue d'ensemble", banque mondiale-BIRD

- BIT/UNDP, décembre 2011 : « Madagascar : évaluation des impacts de double crise sur l'emploi »
- Banque mondiale, 29 mai 2012 : « Madagascar : après trois ans de crise, évaluation de la vulnérabilité et des politiques Sociales et Perspective d'Avenir », Banque Mondiale-UPSDHRA
- Réduction de la pauvreté, Rapport d'avancement annuel pour 2007 et le premier semestre 2008 : rapport de progrès de la mise en œuvre du MAP année 2007 »
- Global competitiveness report 2015-2016, World Economic Forum
- INSTAT/ENEMPSI 2012, novembre 2013: « Enquête nationale sur l'emploi et le secteur informel n°1 », PNUD, BIT, DIAL, INSTAT
- INSTAT/ENEMPSI 2012, novembre 2013: « Enquête nationale sur l'emploi et le secteur informel n°2 », PNUD, BIT, DIAL, INSTAT
- INSTAT/DSM, août 2011: « Enquête périodique auprès des ménages 2010 », INSTAT-UNDP-UNICEF
- INSTAT-UNDP-UNICEF INSTAT, 2005, Rapport de l'Enquête sur les Entreprises à Madagascar », 158 pages.
- IRD/DIAL, 2013, « Institutions, Gouvernance Et Croissance le paradoxe malgache », 222 pages
- Madagascar Action Plan
- Ministère de l'économie, de commerce et de l'industrie, 2012-2013, Rapport Economique et Financier
- Ministère de l'Economie, de Commerce et de l'Industrie, Programme national de Renforcement de la compétitivité des industries de Madagascar, Phase 1(2009 - 2011), Phase 2 (2012-2014)
- Plan National du Développement de Madagascar
- Projet de loi de finances 2014
- Projet de loi de finances 2015
- Projet de loi de finances 2016
- RAZAFINDRAKOTO, M., « Performances Comparées des Entreprises Industrielles Publiques, Privées Nationales et Etrangères à l'Heure de la Privatisation et de l'Ouverture Extérieure », Projet MADIO, INSTAT, 1997.



AFRICANITÉ OU EXCEPTIONNALITÉ DE MADAGASCAR: MES PERCEPTIONS

Léa Arilala RAZANAMARIA



Introduction

Les Malgaches habitant ou voyageant dans d'autres continents que l'Afrique sont considérés comme des Africains. Mais quand une occasion de visiter un Pays Africain ou de vivre avec une communauté africaine se présente, la majorité des Malgaches sont identifiés et ou s'identifient comme des personnes à part. Les gens vivant sur le continent s'entendent très facilement du fait de la ressemblance physique facilitant l'accommodation humaine tandis que les Malgaches sentent toujours leur différence. Mis à part tout cela, quand Madagascar a vécu les crises cycliques, la communauté africaine est intervenue à maintes reprises, impliquant l'appartenance de Madagascar à l'Afrique. Malgré l'avancée de la globalisation donnant l'image d'un village planétaire au monde, Il est important de connaître et de respecter l'identité de chaque peuple et de chaque Nation. Une question se pose encore sur la véritable identité des Malgaches : sommes-nous Africains ou une exception par rapport à ce Continent? La question qui se pose est celle de savoir quels sont les aspects définissant l'appartenance africaine ou non des Malgaches. Nous mettrons en relief les ressemblances ou différences des Malgaches avec les autres Africains, suivie ensuite de suggestions pour nous Malgaches, afin de pouvoir aller de l'avant.

L'île Madagascar

Située dans la partie occidentale de l'Océan Indien et au Sud-Est de l'Afrique, la position géographique de Madagascar est proche de l'Afrique, car la distance n'est que de 392 kilomètres. En effet, Madagascar faisait partie de l'Afrique mais elle s'est progressivement détachée du grand continent depuis l'ère tertiaire. En outre, l'existence de courants marins et de vents réguliers allant d'Est en

Ouest au Sud de l'Equateur permettait aux embarcations à voile des asiatiques de passer par les côtes somaliennes, Zanzibar et les Comores pour atteindre la Grande Ile.

Toutes les langues de Madagascar sont d'origines austronésiennes.

Le peuple de Madagascar peut être considéré comme le produit d'un métissage poussé entre les premiers occupants de l'île. En effet, des recherches confirment que l'ensemble du peuple malgache est primordialement d'origine austronésienne.

Au XIXème siècle, des attaques ont souvent été opérées par les Malgaches aux Comores et au Mozambique afin de constituer des esclaves et certains ont fini par se mélanger à la population. Cette présence africaine dans l'île ne semble cependant devenir massive qu'à partir du IXe siècle sous l'impulsion du commerce musulman arabo-perse. Des historiens affirment l'existence de la traite d'esclaves sur les côtes de l'Afrique de l'Est, favorisant l'immigration africaine le long de la côte ouest et nord-ouest de l'île.

Africanité ou exceptionalité de Madagascar sur le plan politique et économique

La vie politique et économique à Madagascar a été influencée par la France et bien d'autres pays Européens depuis les périodes royales, durant la colonisation jusqu'à l'heure actuelle. Par exemple du temps de la colonisation, la France a favorisé l'emprise de grandes compagnies européennes créant de multiples réseaux d'activités (rizières du lac Alaotra, sucreries du Nord et de Nosy Be, exploitations forestières, plantations de coton, commerce de bovidés, etc.). Elle s'intéresse plutôt aux bénéfices immédiats de l'import-export et de la collecte de produits malgaches via les petits commerçants de brousse chinois, indiens ou créoles. Mais



cette mise en valeur coloniale ne profite qu'aux Européens (35 000 au plus en 1940) et à une petite minorité de Malgaches dont des fonctionnaires et des gros commerçants. La question se pose si les installations des infrastructures ainsi que les investissements majoritairement européens ont été basées sur et pour les besoins des Malgaches ou des étrangers?

La présence européenne, surtout française, est importante à Madagascar. Les produits, les lois et les expressions utilisés dans la vie quotidienne sont en français. Et les touristes viennent essentiellement de ce continent. De plus, Madagascar est mieux connu en Europe et en France qu'ailleurs.

Néanmoins, l'intervention de l'Union Africaine et, plus particulièrement, celle du Sénégal dans la résolution de la crise qui a suivi les élections présidentielles malgaches de 2001-2002 a marqué le retour de l'Afrique sur la scène politique malgache, suivie par la médiation et l'organisation des rencontres à maintes reprises opérée par les pays membres de la SADC suite à la crise de 2009. Par ailleurs, depuis la fin de l'apartheid, l'Afrique du Sud est de plus en plus présente dans l'Île. Dans les villes les plus importantes de l'Île, des migrants ouest-africains se livrent au petit commerce. La région africaine la plus proche est bien sûr l'Afrique de l'Est.

Sur le plan économique, Madagascar vit dans la même situation que l'Afrique dans son ensemble, caractérisée par le sous-développement : les inégalités sectorielles de productivité, la désarticulation du système économique et la dépendance économique extérieure. L'Organisation des Nations Unies définit notamment les symptômes communément perçus en Afrique : pauvreté, famine, sous-alimentation, analphabétisme, forte mortalité, faible revenu par

tête. Par ailleurs, on vit à Madagascar dans un contexte de misère sociale et économique avec un délabrement du tissu économique, une désorganisation de l'appareil de production, des pénuries à répétition, la famine, les épidémies, le chômage, la fuite des forces vives qui se font sentir partout.

Force est de constater que l'Afrique n'est pas homogène, et qu'au contraire ses contrastes exigent de considérer chaque pays. Des pays africains ont fait des efforts de développement depuis leur indépendance tout en considérant les potentiels économiques de chacun: les pays pétroliers (Gabon, Nigeria, Angola et Congo) ou riches en minerais divers (Zaire, Namibie, Botswana, Zambie ...) avec ceux du Sahel (Sénégal, Niger, Tchad, Mauritanie) ou des régions forestières propices à l'activité agricole (Cameroun, Ghana, Côte d'Ivoire...). La base industrielle naturelle des premiers est le pétrole et les minerais. L'exemple de l'Afrique du Sud, qui a bâti sa puissance industrielle sur l'exploitation de riches gisements d'or et de diamant tout en élevant son agriculture au premier rang continental, est à cet égard significatif.

Culture africaine et culture malgache

Malgré les différences ethno-régionales qui se sont formées tout au long de l'histoire de Madagascar, la langue parlée à Madagascar est le malgache, les citoyens malgaches parlant leurs dialectes spécifiques peuvent se comprendre partout où ils sont dans l'Île, ce qui n'est pas généralement le cas en Afrique.

Retard, absentéisme, privilèges accordés aux membres de la famille, négligence dans la gestion des entreprises, népotisme, détournement des moyens de l'entreprise, une faible capacité de prise de risque, absence



d'initiative et de créativité, fuite de cerveau, la richesse qui s'en va ailleurs, des autorités corrompues du haut en bas de l'échelle et une population réduite à la misère et à l'impuissance... constituent des stéréotypes caractérisant les points communs des Malgaches et Africains. Malheureusement, ces stéréotypes qui se sont construits dans le cadre des histoires et de l'histoire (commune) de Madagascar et des Malgaches influent encore sur les comportements et les prises de position de nombreux Malgaches (et Africains).



BIBLIOGRAPHIE

- Arilala Léa RAZANAMARIA, Ketakan-driana RAFITOSON, SARYF Report 2015, Antananarivo, Madagascar
- BURNEY, D.A., L.P. BURNEY, L.R. GODFREY, W.L. JUNGERS, S.M. GOODMAN, H.T. WRIGHT, and A.J. JULL. 2004. "A chronology for late prehistoric Madagascar", *Journal of Human Evolution*, 47, 25-63.
- DAHL, Otto Christian, *Migration from Kalimantan to Madagascar*, Oslo, Norwegian University Press, 1991.
- DIAIUTÉ (T.), *L'Afrique malade d'elle-même*, Paris, Karthala, 1991, 168 p.
- DESCHAMPS, Hubert, *Madagascar*, Paris, Presses Universitaires de France, 1976.
- DOMENICHINI-RAMIARAMANA, Michel, *Instruments de musique des Hautes-Terres de Madagascar*, Master's thesis Paris 1982.
- VERIN, Pierre, *Madagascar*, Paris, Karthala, 2000.



A propos de l'auteur

Hemerson ANDRIANETRAZAFY, Artiste, historien, enseignant-formateur.

Rado Andriamahenintsoa RATOBISAONA, Economiste, sortant du YLTP (Youth Leadership Training Program), promotion 2012.

Léa Arilala RAZANAMARIA, DEA en Géographie/Aménagement
Chef de Service de la Normalisation et de l'Environnement/DRT Alaotra Mangoro, sortante du YLTP (Youth Leadership Training Program), promotion 2013

Coordination : J.-A. Raveloson

Impressum

Friedrich-Ebert-Stiftung
Madagascar
Immeuble Prestige, 1er Etage
Lot II M 91 Ter D
Antsahabe, Antsakaviro
B.P. 3185
Antananarivo 101
Madagascar

Responsable:

J.-A. Raveloson
Représentant Adjoint de la Friedrich-Ebert-Stiftung

Tél.: (261 20) 22 344 24

Fax: (261 20) 22 257 31

E-mail: info@fes-madagascar.org

<http://www.fes-madagascar.org>